

Education patrimoniale, musée et développement territorial

Hugues de Varine - 2002

Intervention au Coloquio Galego de Museos : "Museos: construíndo a comunidade" – Santiago de Compostela - 26-28 septembre 2002. Elle a été publiée dans les actes du colloque.

Mots-clés : territoire, développement, soutenabilité, patrimoine, éducation patrimoniale, responsabilité, aménagement du territoire

Le territoire cadre du développement durable

Le territoire est le cadre de la vie de la communauté et celui de toute politique et de tout processus de développement durable. Qu'il s'agisse du territoire d'une province ou d'une région, et de la communauté ethnique ou linguistique qui l'habite, ou du territoire d'une agglomération rurale ou urbaine, ou encore d'un district géographiquement ou historiquement significatif, il ne peut y avoir de programme culturel, social, éducatif, économique à moyen et long terme, qui ne prenne en compte ce territoire, ses caractéristiques, ses potentialités. La mobilisation des habitants, que ce soit pour élire des représentants politiques ou pour participer à des projets d'aménagement, ou encore pour accueillir des touristes, se fera sur leur territoire d'appartenance.

Je prendrai trois exemples que j'ai vécus ou observés à divers titres:

- la communauté urbaine Le Creusot-Montceau les Mines (Bourgogne, France)
- la Quarta Colônia autour de Santa Maria (Rio Grande do Sul, Brésil)
- le Maestrazgo de Teruel (Aragon, Espagne)

Ces territoires me serviront d'exemples tout au long de cette intervention, car ils illustrent bien mon propos.

La Communauté urbaine Le Creusot-Montceau ¹ a connu plusieurs phases dans son développement: une période d'essor industriel dans le cadre d'un système paternaliste fermé (1833-1969), puis une normalisation socio-économique de type capitaliste moderne avec deux pôles, l'un sidérurgique au Creusot, l'autre minier à Montceau-les Mines (années 70), enfin une crise économique profonde et une

1

La "communauté urbaine" est ici un terme administratif français qui désigne le regroupement plus ou moins volontaire de plusieurs municipalités pour assumer ensemble des compétences légales dans le domaine de l'économie, de l'urbanisme, de la culture, de l'environnement et, dans ce cas, du patrimoine. Il ne faut pas le confondre avec l'expression "communauté" qui signifie l'ensemble des personnes vivant sur un même territoire et le partageant.

reconstruction industrielle difficile (années 80 et 90). A partir de 1970, le territoire de la communauté urbaine, composé de 16 municipalités dont deux villes d'une certaine importance, a été le cadre unique des politiques de développement, d'aménagement, de reconversion urbaine et industrielle. La population a dû apprendre à constituer une seule collectivité de destin, à partir des 16 localités de résidence initiales.

La Quarta Colônia, une zone de colonisation concédée par l'empereur Pedro II dans les années 1870 et 1880 à des immigrants italiens venus de Vénétie, en plein cœur de ce qui est devenu l'Etat de Rio Grande do Sul, au sud du Brésil, se compose de 9 petites municipalités voisines, qui ont acquis progressivement leur autonomie politique et administrative au cours des vingt dernières années. Elles se sont constituées en territoire de solidarité inter-municipale et de développement pour améliorer la qualité de la vie, défendre un environnement exceptionnel (la forêt primitive du versant atlantique), trouver de nouvelles ressources et moderniser l'exploitation des anciennes richesses, agricoles et forestières.

Le Maestrazgo, un très vaste territoire peu peuplé, montagneux et très pauvre, s'est organisé en unité territoriale au cours des années 80 et 90, pour mutualiser ses ressources naturelles, humaines, agricoles, touristiques, reconvertir des sites miniers abandonnés, aménager ses rivières et ses paysages. Le succès des initiatives du Centre de développement du Maestrazgo (CEDEMATE) appuyé par les programmes européens Leader successifs et la naissance d'une "comarca" virtuelle recoupant des frontières administratives traditionnelles ont rencontré l'hostilité des autorités politiques régionales et provoqué récemment une crise profonde.

Ces trois territoires ont basé leurs stratégies de développement, expressément durable, sur la mobilisation de leurs populations et, comme on le verra, de leur patrimoine.

Le patrimoine, ressource du développement du territoire

Tout territoire possède naturellement deux ressources essentielles: sa population (la ressource humaine) et son patrimoine, naturel et culturel, matériel et immatériel, reconnu ou méconnu. Il est naturel que le développement s'appuie d'abord sur ces deux ressources, la population pour sa force de travail, ses compétences, ses initiatives, et aussi le patrimoine pour les richesses agricoles et minières, pour les paysages et l'attractivité touristique, pour la mémoire et les facteurs d'identité.

Dans les trois exemples qui précèdent, le patrimoine a été utilisé comme l'un des facteurs déclencheurs de la dynamique et des programmes de développement. Au Creusot-Montceau, il s'agissait d'une part de rendre la population ouvrière fière de son passé industriel et minier, mais aussi de ses luttes sociales et de l'élevage extensif qui la rattache au Charolais. Le patrimoine a donc été un facteur puissant de transformation sociale, les prolétaires assistés devenant citoyens responsables. Dans la Quarta Colônia, la recherche des traces des premiers immigrants italiens, puis allemands, a été la base et le prétexte pour une participation de la population, jeunes, adultes, vieux, à un projet global et autonome de développement qui s'est étendu ensuite à la protection de la forêt primaire et enfin à la modernisation de l'agriculture traditionnelle. La prise de conscience communautaire en a été la conséquence. Dans le Maestrazgo, tout au long du processus de développement, la création d'une

identité commune s'est appuyée sur les richesses naturelles, sur la préhistoire, sur les légendes médiévales (le Cid), sur les savoir-faire artisanaux, mis ou remis en valeur avec et par la population. Pour une région aussi pauvre, la révélation de sa richesse patrimoniale a été un choc culturel qui dure encore et qui a changé les données de base du développement.

Le problème qui se pose aux développeurs est alors de procéder à l'inventaire, nécessairement participatif de ce patrimoine largement ignoré dans sa diversité, puis d'amener la population dans son ensemble à en prendre connaissance, enfin de le faire prendre en mains par celle même population, pour l'associer étroitement aux programmes de développement.

Le patrimoine facteur d'équilibre

Le développement d'un territoire, pour être durable (au sens propre, c'est à dire dans la longue durée, comme au sens figuré, celui du Sommet de Rio en 92, appelé ailleurs "sustainable", "sustentável"...), doit s'appuyer sur un socle solide et équilibré. Le patrimoine est un des facteurs d'équilibre les plus utiles: équilibre entre la nature et la culture, entre le passé et l'avenir, entre le réel et l'imaginaire, entre l'acquis et la création, entre les générations. Il garantit la continuité de la société locale et l'intégration des nouveaux arrivants dans la communauté.

Dans nos trois exemples, il en fut et il en est encore ainsi. Au Creusot-Montceau, un équilibre s'est progressivement établi entre un passé idéalisé de richesse industrielle et de sécurité économique, un présent difficile de précarité et de changements des comportements, enfin un futur informé et inquiétant. Jeunes et vieux se raccrochent à des symboles permanents de leur existence comme communauté de passé et de destin: le canal, les symboles industriels (usines, mines) et agricoles (bocage, forêt), les cités ouvrières, qui ne changent pas et donc constituent un environnement rassurant. Dans la Quarta Colônia, l'usage encore habituel de la langue des immigrants (le Veneto), dans la vie courante et dans des créations poétiques ou théâtrales, donne à la majorité de la population son ciment culturel et son originalité dans un mode qui change. Le passé migratoire commun réunit italiens et allemands dans une démarche de pionniers et de créateurs d'avenir. Dans le Maestrazgo, la présence dans chaque communauté villageoise d'un lieu de mémoire et de patrimoine (musée, parc à thème, centre thématique d'interprétation, site naturel, monument) la relie avec les autres communautés dans un réseau serré et solidaire qui renforce l'unité du territoire.

De même, bien souvent, dans certaines régions, la création d'itinéraires "de pays" qui relient entre eux les sites et les communautés d'un même territoire donnent une visibilité à cette notion et mobilisent les énergies locales sur leur réalisation et leur animation.

Qui est responsable du patrimoine ?

Nous sommes tous responsables du patrimoine: en tant qu'individus, nous sommes gardiens de notre patrimoine personnel ou familial; les collectivités publiques, de l'Etat à la commune, gèrent directement ou indirectement le patrimoine de tous; des associations et des institutions savantes interviennent sur le patrimoine par vocation ou par devoir. On oublie souvent que la communauté, sur son territoire, est en quelque sorte propriétaire moral du patrimoine qui est son héritage collective et au milieu duquel elle vit et se développe. Cela signifie qu'elle est responsable, collectivement et par chacun de ses citoyens, de son existence et de sa création, de son usage, de sa transformation, de sa conservation, de sa présentation, de sa transmission. Il n'est pas possible d'attendre "des autres" (tel individu particulièrement riche ou lettré, des élus, des administrations, des militants plus ou moins extérieurs, des investisseurs) qu'ils assument cette responsabilité qui nous appartient de droit et qui nous crée des devoirs.

C'est ainsi que l'écomusée de la communauté urbaine Le Creusot-Montceau, entité associative au sein de laquelle sont représentés de nombreux citoyens, de nombreuses associations, des établissements scolaires, l'université, les municipalités, la communauté urbaine elle-même, est devenu l'institution représentative de l'ensemble de la communauté humaine du territoire. Par le biais d'un inventaire auquel ont participé depuis plus de vingt ans de nombreux habitants, des associations, des écoles, il garantit une transparence aussi forte que possible de toutes les décisions qui sont prises à l'égard des éléments du patrimoine communautaire. Dans la Quarta Colônia, le choix a été fait de mobiliser la population par le biais des écoles (enseignants, élèves, parents) et de manifestations de masse (les "forums"), pour l'amener à s'investir collectivement, y compris par des interventions matérielles, sur le patrimoine. Le Maestrazgo est sur la même voie, chaque petite communauté locale de quelques dizaines ou centaines de personnes chaque fois est responsabilisée sur son patrimoine: identification de ses composantes, restauration de l'habitat et des petits monuments, remise en activité d'installations ou de savoir-faire artisanaux, création de centres d'interprétation...

Malheureusement, on connaît peu de cas où cette responsabilité communautaire a été reconnue légalement. Il semble que le Mexique, une fois de plus, ait innové dans ce domaine, ainsi que le Canada, pour les communautés dites "des premières nations", c'est à dire des amérindiens. Une fois encore, dans l'Etat brésilien du Rio Grande do Sul, dans le cadre des procédures révolutionnaires de participation communautaire qui sont actuellement mises en œuvre dans les villes, comme au niveau de l'Etat, on est en train d'arriver à ce niveau de conscience de la responsabilité collective, à travers notamment des procédures complexes d'inventaire participatif et de commissions thématiques sur la mémoire collective. J'ai essayé de mettre au point, récemment, dans le Barroso, au Nord du Portugal, une méthode d'inventaire du même genre dont l'avenir dira si elle donne les résultats que nous en attendons pour constituer les fondations de l'écomusée du Barroso.

Ajoutons que, bien souvent les membres de la communauté, sauf exceptions, sont ou se sentent incapables de concevoir et de mener des actions sur le patrimoine: qu'il s'agisse de la connaissance, de la capacité d'analyse, de la transmission, de la créativité en termes d'utilisation et de transformation

du patrimoine, ils attendent des "savants", des "politiques" et des "techniciens" qu'ils interviennent à leur place. C'est ici que l'éducation patrimoniale trouve sa place.

L'éducation patrimoniale

(extraits d'un livre à paraître sous le titre "Les racines du futur", éd. Asdic)

J'emprunte ce terme d'éducation patrimoniale aux Brésiliens qui s'en sont fait une spécialité et ont sans doute été plus loin dans les méthodes et leurs applications que n'importe quel autre pays. Je l'utiliserai ici sans chercher à copier exactement ce que les Brésiliens mettent derrière, même si je m'inspirerai largement de quelques expériences rencontrées dans ce pays. Les lecteurs qui souhaitent approfondir la "doctrine" brésilienne de l'éducation patrimoniale pourront se reporter à quelques publications, qui malheureusement ne se trouvent encore qu'en portugais et dont je donne la liste en annexe.

L'éducation patrimoniale est pour moi une action de caractère global, portant sur une population et sur son territoire, utilisant des institutions comme l'école, la médiathèque ou le musée, mais sans être identifiée à l'une d'entre elles en particulier. Son but est clairement le développement local, et non pas une quelconque acquisition de connaissances sur le patrimoine ou une animation culturelle. Elle vise à **mettre le plus grand nombre possible de membres de la communauté à même de connaître, de maîtriser et d'utiliser le patrimoine commun de cette communauté**. Elle s'intègre dans le projet et le programme général de développement du territoire, qu'elle accompagne, éventuellement en évoluant en fonction des besoins de ce développement.

Cette éducation n'est pas de type scolaire, même si elle utilise souvent le système scolaire comme véhicule et cadre initial (il est souvent plus facile de passer par les enfants pour toucher les parents et le reste de la population et de toute manière, on l'a vu, il faut former les futures générations à l'utilisation des ressources à leur disposition). Dans la classification de Paulo Freire ², elle n'est pas "bancaire", mais libératrice, en ce qu'elle participe de l'émergence de la confiance en soi, de la capacité d'initiative, du renforcement de l'identité sociale et culturelle, de la cohésion sociale par le partage d'un patrimoine commun. Un citoyen ne peut être pleinement acteur de son développement que dans la possession et dans la maîtrise de sa culture et de son patrimoine.

L'éducation patrimoniale s'inspire souvent de la méthode des échanges de savoirs: les enseignants ou les développeurs, ou encore les chercheurs, en savent souvent moins sur le patrimoine local, matériel ou immatériel, ou sur celui de tel groupe de la population, qu'un vieux, ou même un enfant. On peut donc susciter un partage de connaissances, entre les traditions orales, les savoirs non-formalisés, les

2

Paulo Freire, "L'éducation, pratique de la liberté", Le Cerf, Paris 1971, réédité par les éditions Asdic (disponible au centre Lebrét, 49 Rue de la Glacière, 75013 Paris)

pratiques héritées d'une part, les connaissances et les références savantes, les apports théoriques de personnes extérieures et plus formées, d'autre part.

Selon les principes de Paulo Freire, c'est le travail à partir de son propre savoir et de sa propre situation qui libère les forces de progrès et de développement que chacun a en soi, ainsi que la certitude et la capacité d'être à la fois sujet et acteur de son propre devenir.

L'éducation patrimoniale n'est pas la propriété des agents publics du développement ou des professionnels de l'enseignement et de la culture, elle peut être menée par des institutions, par des groupes associatifs, par des collectivités locales. Elle est programmée sur la longue durée, strictement adaptée aux conditions et au contexte locaux, ce qui fait qu'on ne peut en donner un modèle ou une recette. Je prendrai l'exemple du programme officiel des services du patrimoine de la ville de Porto Alegre (Rio Grande do Sul), pour l'an 2000³; il se compose principalement des offres suivantes à la population:

- des projets spéciaux destinés surtout aux scolaires, dans le cadre du Musée de la ville et des Archives municipales: la classe au musée, la Nuit au musée, "papier ancien, vieux papier",
- la création d'un atlas du contexte environnemental de l'agglomération (sur papier et sur CD-ROM), contenant une masse de documents pour toutes sortes d'activités éducatives,
- des ateliers décentralisés ouverts à tous, jeunes et adultes: photographie, archéologie, journal local participatif.
- Dans un autre cas, celui de la Quarta Colônia dont j'ai déjà parlé, le programme (le précédent, puisque un nouveau programme est en train de démarrer) a compris, entre autres:
 - une formation systématique des instituteurs, par séminaires, dans chaque municipalité,
 - la publication de guides et de manuels pratiques d'enseignement du patrimoine (connaissance de la maison, de l'eau, des plantes médicinales, de l'environnement, etc.),
 - organisation collective des producteurs de riz, pour l'évolution de leurs techniques ancestrales en vue de lutter contre des concurrences extérieures,
 - création de petits musées locaux avec la population (sur une personnalité politique importante, l'activité agro-alimentaire...),
 - des campagnes de défense du patrimoine ou de certains de ses éléments qui sont menacés, ce qui amène des personnes, anciennement indifférentes, à se mobiliser et à s'engager.
- De l'ensemble des expériences et projets que j'ai pu rencontrer, ou auxquels j'ai pu participer, je retiens une certaine typologie des projets d'éducation patrimoniale:
 - les enquêtes participatives, par des scolaires et par des adultes, portant sur des points particuliers (par exemple les sentiers de découverte, telle activité artisanale traditionnelle, un atlas du bâti traditionnel, le recueil de la mémoire sur un événement du passé), où l'on retrouve l'Ecomusée de la CUCM, ou la Quarta Colônia,

³ La définition donnée dans le prospectus de présentation est la suivante: "*l'éducation patrimoniale est une méthodologie qui vise à faciliter la construction de la connaissance de la ville, à travers les mémoires partagées, le patrimoine collectif, les relations entre chaque citoyen et sa communauté*". (Trad. de l'auteur)

- les expositions, fixes ou itinérantes, simplifiées ou mises en scène, présentant successivement des aspects particuliers du patrimoine et contribuant progressivement à créer un "corpus du patrimoine" (il ne s'agit pas ici de musées au sens propre, institutionnels, dont l'objet est autre), comme celles qui ont permis le lancement entre 1972 et 1975, de l'écomusée de la CUCM, ou encore l'exposition sur la vie quotidienne à l'époque gallo-romaine dans l'Oise (1978) ⁴,
- la création de centres d'interprétation, d'un territoire ou d'un thème lié à ce territoire, comme ce que font actuellement les municipalités du Maestrazgo (Aragon, Espagne) et aussi les Canadiens,
- la création de petits musées locaux, communautaires ou scolaires, appuyés à la fois sur un soutien municipal et sur le dynamisme de groupes de citoyens (le Mexique en a donné bien des fois l'exemple et en a montré l'efficacité, mais aussi le Portugal, avec sa réflexion sur le rôle social du musée),
- la publication de documents, de la carte postale à l'ouvrage reproduisant l'inventaire complet, en plusieurs volumes, ou en CD-ROM, en passant par les cartes, les articles de presse, les guides pratiques, etc., pour lesquels on se référera au Maestrazgo et aussi à la Serra d'Algarve (Portugal),
- les concours dotés de prix, les veillées de quartier, les colloques populaires, les marches de découverte (voir les programmes du musée communautaire de Santa Cruz, Rio de Janeiro, ou le programme Pollen à Bouguenais, Loire Atlantique, France),
- les chantiers de restauration ou de nettoyage: le chantier de l'usine céramique des Touillards, à Ciry-le-Noble (Saône-et-Loire) ou celui des murailles de Parthenay (Deux-Sèvres), tous deux en France,
- les émissions de radio et de télévision sur la mémoire populaire et ouvrière (Radio Canal Sambre, dans la région de Maubeuge, Nord de la France), etc.

•

Il y a sans doute bien d'autres moyens et techniques qui peuvent contribuer à l'éducation patrimoniale, sans doute souvent plus simples et moins coûteux. Mais ce que je voudrais souligner c'est la prépondérance du message sur l'outil, car la difficulté est de savoir quoi et comment communiquer. Une présentation trop scientifique ou trop intellectuelle d'éléments du patrimoine ne passera pas auprès des gens les plus modestes qui n'ont pas confiance en eux, sont conscients de leurs lacunes et se décourageront vite devant des problèmes de compréhension. Cependant, il faut aller au fond des choses, montrer les usages possibles, susciter des idées et des initiatives, montrer le patrimoine sous son jour dynamique, porteur de valeurs et de sens, ressource pour le développement. Et cela ne supporte pas la vulgarisation banale et démagogique. D'où deux principes essentiels: **la relation entre le message et la culture vivante des gens**, qui est seule concrète et immédiatement compréhensible pour eux, et **la nécessité d'une médiation humaine** entre le patrimoine et les gens, pour décrypter le message, écouter les réactions, repérer et valoriser les apports de chacun en termes d'informations ou de suggestions, prévoir une suite à l'action.

Les agents de l'éducation patrimoniale sont très variés. Rappelons d'abord que ce sont les adultes, au premier chef les parents, et naturellement les personnes âgées, dépositaires non seulement du patrimoine mais aussi des connaissances à son sujet, qui ont la responsabilité et le devoir de cette éducation, sans laquelle la simple transmission ne réussira pas. Cela exige d'eux une vraie pédagogie,

⁴ La vie rurale gallo-romaine dans l'Oise, rapport de synthèse, in *Revue Archéologique de l'Oise*, n°15, 1979

pour donner le sens profond et la valeur de ce qu'ils transmettent, pour le relier à l'intérêt personnel du jeune et à son avenir: on peut parler du passé en famille sans être passéiste, s'intéresser au patrimoine familial ou communautaire sans être conservateur, raconter une histoire vécue à un enfant sans la confondre avec le Père Noël.

Le rôle de l'école est évidemment central. Elle contribue à l'éducation du regard, à l'interprétation des signes qui dénotent le patrimoine, à la mise en perspective historique de chaque composante du paysage, du bâti, à relier culture orale et culture écrite, à valoriser les savoirs des anciens, etc. Malheureusement, les enseignants sont rarement préparés à présenter autre chose que des éléments de connaissances littéraires, artistiques ou scientifiques et une première mesure est de les initier à un autre regard sur le patrimoine, vu cette fois comme ressource globale de développement de la personnalité, de la communauté et du territoire. J'ai fait personnellement l'expérience, comme parent d'élèves du primaire, de la création "bricolée" d'un petit musée scolaire dans le sous-sol de l'école de mes enfants, nettoyé par les parents et sommairement équipé de mobilier de récupération. Le principe était d'accompagner chaque discipline d'enseignement d'activités tirées du patrimoine familial des élèves ou de l'environnement également familial en semaine et en week-end. Pédagogiquement, nous imitions le modèle classique du musée, de façon ludique et tout à fait temporaire: collecte, identification, dessin (au lieu de la photo), description sur un registre servant d'inventaire-catalogue, mise en scène et utilisation en marge des classes, puis restitution à l'enfant et à ses parents après usage. Nous avons constaté expérimentalement à cette occasion la valeur de méthodes que j'avais été copier au Mexique.

La formation permanente des citoyens, dans son volet patrimonial, est aussi un moyen de former des agents de valorisation du patrimoine et des futurs éducateurs sur le patrimoine. Il s'agit de celle que dispensent les associations d'éducation populaire et équipements socio-culturels, dans le cadre de leurs programmes normaux, ou de programmes organisés en coopération avec les développeurs du territoire. Ceux-ci ont en effet besoin de volontaires, d'acteurs locaux entraînés, d'informateurs, de personnes-ressources, pour démultiplier les utilisations possibles du patrimoine. Il est facile de passer un accord avec une association d'éducation populaire, par définition intéressée à une grande variété de domaines éducatifs, culturels, sociaux ou économiques, sans en privilégier aucun. De plus, elles pratiquent toutes, peu ou prou, le partage des savoirs et peuvent donc constituer des sortes de forums du patrimoine.

Le sens caché du patrimoine est l'un des objets les plus importants de l'éducation patrimoniale. Nous regardons tel élément du patrimoine au premier degré, à partir de notre culture vivante et de notre culture acquise. La cathédrale de Chartres est un monument célèbre, de l'art gothique, qui figure dans toutes les guides. Il est important pour ses sculptures de diverses époques, pour ses vitraux, etc. Mais qui aujourd'hui est capable d'interpréter le sens profond des scènes et des personnages ainsi représentés, de leur donner un nom, de les relier à une tradition religieuse ? Qui peut comprendre la ferveur religieuse du Moyen-Age, la mentalité des chrétiens de la Réforme ou de l'après-Concile de Trente ? Encore plus, quel touriste européen visitant l'Inde peut entrer dans la profondeur de

l'Hindouisme et du Ramayana ? Les européens qui ont perdu toute culture religieuse (et je ne parle pas de foi ou de pratiques religieuses ici) ne peuvent plus aller au fond de leur propre patrimoine religieux, encore moins de celui des autres peuples et des autres cultures religieuses. Des enseignants, même tout à fait laïques, s'inquiètent de ce phénomène, des contre-sens qui en résultent, et souhaiteraient que le système éducatif public compense ce que l'éducation familiale ne peut ou ne veut plus faire, comme le révéla un colloque organisé par le directeur de l'Ecole du Louvre, Dominique Ponnau, il y a quelques années. C'est une ignorance patrimoniale grave, qui rompt la continuité de la transmission culturelle au profit d'un regard superficiel: la beauté formelle d'une œuvre est tellement peu importante par rapport à sa signification profonde pour ses créateurs. Et ce n'est pas faire du prosélytisme religieux que de transmettre des significations qui occupent une telle place dans la formation et l'évolution de nos cultures.

Il en est bien sûr de même pour le patrimoine naturel, lorsque les urbains majoritaires ont perdu toute conscience de la nature, de l'usage et de la raison d'être des composantes de l'espace naturel qui les entoure. Dans la région de Brême (Allemagne du Nord), un vaste territoire de prairies inondables et de tourbières était utilisé depuis des siècles, non seulement pour l'exploitation de la tourbe comme source d'énergie, mais aussi comme pâturage pour l'élevage extensif. Des militants écologistes urbains se sont scandalisés de ces deux types d'exploitations traditionnelles et, ne pouvant les interdire totalement, ont racheté quelques hectares pour les laisser revenir à l'état sauvage. Après quelques années, ce terrain abandonné à sa vie propre est devenu un espace dégradé, pourrissant et mort. L'équilibre entre la vie spontanée et la gestion par l'homme est rompu, un patrimoine est menacé. Les inondations (hiver-printemps 2000-2001) en Bretagne ou dans la vallée de la Somme sont des exemples parfaits du résultat de l'exploitation à courte vue, par des élus et des techniciens de bonne volonté, d'un patrimoine pour l'aménagement ou le profit immédiats.

La formation des citoyens passe donc aussi par une transmission culturelle organisée, destinée à pallier les ignorances et les oublis provoqués par l'accélération des changements dans les modes de vie et dans les comportements. L'affaiblissement des pratiques religieuses ne supprime pas les effets de plusieurs millénaires de spiritualité et d'art sacré, l'urbanisation du territoire et l'essor de l'urbanité dans les populations ne suppriment pas les règles de la cohabitation de l'homme avec son environnement. Le développement **durable** est nécessairement lié à la connaissance du patrimoine par tous les acteurs, responsables politiques, agents publics, citoyens, visiteurs extérieurs.

Avant tout, et pour répondre à tous ces besoins, il faut d'urgence reconnaître l'existence d'un métier de médiateur d'éducation patrimoniale. En France, existe seulement un corps unique d'agents du patrimoine, recrutés sur concours à partir de qualifications essentiellement scientifiques et universitaires, sans aucune formation en pédagogie, communication, économie, développement. Sauf exception, l'agent du patrimoine, quelque soit son grade, du fonctionnaire stagiaire au conservateur général, a une vue réductrice du patrimoine, selon sa formation initiale: archéologie, histoire de l'art, ethnologie, architecture, muséographie, bibliothéconomie, etc. Il n'a aucune idée de la culture vivante, ni de la relation entre le patrimoine et le temps présent. Le médiateur du patrimoine, au contraire, est

quelqu'un qui doit pouvoir dresser des passerelles entre le patrimoine qui est son sujet et le monde environnant, dans sa dynamique de changement, de développement, d'interaction. C'est aussi un polyglotte culturel, qui doit pouvoir s'adapter à des publics très différents d'un moment à l'autre, leur parler des langages qu'ils comprennent, quelque soit leur niveau d'éducation ou leur origine sociale.

La formation de ces médiateurs devrait se faire essentiellement sur le terrain et impliquer comme formateurs des acteurs locaux du développement, en plus des spécialistes du patrimoine. Elle devrait concerner indifféremment les salariés et les bénévoles, les agents privés et publics. La formation académique ne devrait pas être oubliée, pas plus que l'initiation à des problèmes comme ceux du tourisme (de masse, culturel ou naturel). Mais la pédagogie active devrait être privilégiée, ce qui suppose que de la recherche soit faite sur ce secteur encore largement négligé. Cette formation devrait aussi entraîner une véritable reconnaissance professionnelle pour éviter la situation actuelle, où le personnel éducatif et de médiation des institutions patrimoniales est à peine plus considéré que le personnel de gardiennage ou d'entretien.

Sur les méthodes de l'éducation patrimoniale, il y aurait beaucoup à dire, notamment à partir des expériences menées dans de nombreux pays, en particulier en Amérique, du Sud et du Nord. Les écomusées brésiliens, les musées scolaires ou locaux mexicains, les centres d'interprétation de l'environnement et des sites historiques au Canada comme aux Etats-Unis, le travail des équipes éducatives des institutions patrimoniales depuis trente ou quarante ans montrent la voie. En France même, les Centres permanents d'initiation à l'environnement (CPIE) jouent un rôle semblable et certains d'entre eux participent réellement des mouvements de développement local voisins. Mais on doit toujours se souvenir qu'il n'y a pas de modèles, seulement des exemples plus intéressants et novateurs que d'autres.

D'une manière générale, on peut dire que ces méthodes tournent autour de l'observation accompagnée, de la médiation et de l'exposition. Je viens de dire l'importance et le rôle du médiateur du patrimoine. Sur l'exposition (qui est un langage, que l'on utilise notamment dans le musée, mais qui peut servir à de nombreux usages et prendre de nombreuses formes), je dirai seulement que, contrairement à ce que les professionnels de la culture et de nombreux élus croient, ce n'est pas la manifestation la plus coûteuse, confiée à un scénographe ou à un architecte spécialisé, faisant l'objet d'un catalogue scientifique impressionnant, qui est la plus efficace, surtout auprès de publics modestes, appartenant à la communauté locale. J'ai la nostalgie des expositions-enquêtes participatives que nous faisons dans la Communauté Urbaine Le Creusot-Montceau dans les années 70: avec des "bouts de ficelle", des volontaires locaux, des enfants de l'école primaire, des locaux non-adaptés, en quelques semaines, nous arrivions à provoquer cette dynamique locale basée sur le patrimoine qui a fourni la base de l'Ecomusée sur tout le territoire.

Quant à l'observation, j'insiste sur la valeur pédagogique des promenades sur le terrain. En 1976, dans le cadre du Syndicat Mixte pour l'aménagement du Sud de la Picardie que je dirigeais, nous réalisâmes un projet de sentier d'observation et d'interprétation du paysage culturel et naturel sur la

commune d'Orrouy dans l'Oise (voir fiche signalétique en annexe). Le but initial était de fournir aux Parisiens qui venaient chaque week-end de printemps par milliers visiter (et polluer, souvent même dégrader) cette vallée pittoresque située à 60 km de Paris, un outil d'éducation au respect du patrimoine et de l'environnement, des habitants et de leurs activités économiques (agriculture essentiellement). Le sentier fut réalisé en plusieurs fois, avec des groupes d'habitants volontaires qui se chargèrent ensuite de son aménagement, de son balisage, de la rédaction d'un guide. Puis il y eut inauguration solennelle et la population emprunta en procession ce nouveau sentier d'initiation, après quoi il fut décidé que ce dernier ne serait pas ouvert aux Parisiens mais serait réservé aux habitants. De plus nous constatâmes que dans l'année qu'avait duré la mise en ?uvre du projet, une dizaine d'associations locales avaient été créées, en conséquence directe ou indirecte de la réalisation du sentier. Il y avait donc eu un véritable effet d'éducation patrimoniale et de participation au développement local, même si l'objectif initial (l'éducation des Parisiens de passage) avait incontestablement été oublié.

Le musée, instrument de l'éducation patrimoniale

S'il n'est pas le seul instrument de l'éducation patrimoniale, il est certainement le plus important, à la condition qu'il en fasse un objectif premier, et non pas une activité complémentaire. En effet, la définition de l'ICOM, actuellement acceptée par la grande majorité des musées, me paraît confondre objectifs, moyens et fonctions. Les **fonctions** des musées sont effectivement la collecte, la recherche, la conservation. Ses **moyens** sont le classement, la présentation, l'animation. Mais ses **objectifs** sont autres: éducation, participation au développement, intégration sociale et culturelle, contribution à l'activité touristique, etc. L'éducation patrimoniale, à mon sens, vient en premier, car elle répond à la plupart de ces objectifs. Qu'il s'agisse de transmission de génération à génération, d'aide pédagogique à l'enseignement, d'intégration des nouveaux habitants, d'information des acteurs locaux du développement, ou même d'initiation des visiteurs à la connaissance et au respect des traditions et des cultures locales, le musée possède tous les matériaux et tous les moyens nécessaires pour assumer cet objectif et donc ce rôle d'éducation patrimoniale: objets et documents de ses collections, lieux de présentation ou d'animation, réseaux d'informateurs ou de correspondants sur le territoire, légitimité d'institution culturelle locale, connaissance du contexte, langages adaptables aux différents publics, etc.

Mais cela suppose de la part du musée, non seulement une forte conscience de sa vocation "politique" au service de la communauté locale et de son développement, mais aussi la volonté de s'adapter aux besoins et aux exigences de l'éducation patrimoniale. Nous pouvons envisager deux cas très différents à cet égard:

- le musée existant, classique, avec ses trois composantes principales: une collection, un bâtiment et un public (celui-ci n'étant que rarement identique à la communauté environnante),

- le musée nouveau, écomusée, musée communautaire ou musée de territoire, ou en cours de création, qui s'appuie sur un territoire, une communauté et un patrimoine global.

Dans le premier cas, le musée devra d'abord se transformer, au moins partiellement, pour se mettre au service de sa communauté immédiate et prendre en compte un patrimoine beaucoup plus large que sa seule collection ou que son seul projet scientifique, souvent limité à une ou plusieurs disciplines (art, histoire, sciences...). Il devra notamment (re)découvrir son territoire, sa communauté, réduire dans ses programmes la part réservée aux activités spécifiques intéressant seulement ses collections et son personnel scientifique et technique, pour devenir un acteur du développement et de la vie du territoire. C'est à dire qu'il repensera l'ensemble de son programme, de son budget, des qualifications du personnel et des priorités dans le choix des thèmes d'expositions et du parti muséographique utilisé. Il aura aussi besoin d'un effort de communication pour s'adresser à l'ensemble de la population, et non plus seulement à des publics choisis, locaux ou extérieurs.

Dans le second cas, plus facile puisque le territoire et la population sont dès le début les objets principaux du musée, il faudra s'attacher à une rigueur et à une méthode, comme dans toute entreprise éducative, inventer une pédagogie, faire intervenir des acteurs issus de la communauté, travailler de façon décentralisée pour desservir tout le territoire et toutes les composantes de sa population. On écoutera les besoins, les demandes, les propositions des acteurs du développement, pour déterminer les priorités dans le travail d'inventaire, de collecte, d'exposition.

Finalement, dans les deux situations, cela signifie adopter un nouveau projet culturel du musée, dans les principaux domaines de la muséologie:

- la relation au territoire, aux acteurs locaux, aux autres institutions engagées dans le développement
- les collections proprement dites et le patrimoine en général, en renouvelant les techniques de l'inventaire et l'usage de celui-ci, les notions d'acquisition, de prêt, d'utilisation des biens individuels et collectifs présents sur le territoire
- les activités et les méthodes, pour les intégrer dans les processus et les dynamiques du développement du territoire
- la dialectique population / publics, chaque habitant et chaque visiteur devenant sujet du patrimoine (usager, créateur, transmetteur)
- la composition, la qualification, l'engagement du personnel, à tous niveaux, pour en faire des agents culturels du développement, en particulier en situation de médiateurs

En conclusion

Pour les professionnels qui, comme moi, sont impliqués dans l'accompagnement de stratégies et de programmes de développement des territoires, le patrimoine est un atout essentiel dans toute démarche durable, associant les communautés et enracinant chaque action dans la culture vivante

des habitants-acteurs du développement. Cette culture vivante, nourrie du patrimoine matériel et immatériel, conditionne la validité des diagnostics, le succès ou l'échec des actions menées, la qualité des évaluations.

Mais la complexité du patrimoine, les fausses pistes qu'une optique exclusivement élitiste ou touristique lui trace, les complexes d'infériorité injustifiés des habitants qui se voient usagers mais pas acteurs, tout cela nécessite des outils, des techniques et des médiateurs. Qui, mieux que le musée, peut fournir tout cela ? Mais à la condition d'en accepter les contraintes: l'immersion dans le territoire et la communauté, l'humilité des techniciens et des scientifiques devant l'expertise des citoyens, la reconnaissance de l'unicité d'un patrimoine dont les collections constituées ne forment qu'un échantillon d'étude plus ou moins stérilisé.

C'est aux professionnels de musées qu'il appartient de définir eux-mêmes ces nouvelles vocations et ces nouvelles institutions. Beaucoup le font déjà: ce n'est donc pas une utopie, même si c'est difficile.

*

* *

Éléments de bibliographie sur l'Education Patrimoniale

Maria de Lourdes Parreiras Horta, Evelina Grunberg, Adriane Queiroz Monteiro - Guia Básico de Educação Patrimonial - Museu Imperial, Petrópolis, Brésil - 1999 - Adresse: Museu Imperial, Rua da Imperatriz 220 - CEP 25610-320 - Petrópolis - RJ - Brésil

GRUNBERG, Evelina, Educação Patrimonial - Utilização dos bens culturais como recursos educacionais - in *Museologia Social* - Porto Alegre, 2000

PARREIRAS HORTA, Maria de Lourdes, Educação Patrimonial - in *Musae Textos*, Disk 1, Rio de Janeiro, 1997 (édition sur disquette)

PARREIRAS HORTA, Maria de Lourdes, Fundamentos da educação patrimonial - in *Ciências e Letras*, n° 27, 2000, FAPA, Porto Alegre, pp. 13-36

VILLAGRAN, Maria Angélica, O projeto de educação patrimonial da Quarta Colônia: uma leitura desde as teorias da educação - in *Ciências e Letras*, n° 27, 2000, FAPA, Porto Alegre, pp. 247-258

POSSAMAI, Zita R. (coord.), *Museologia Social*, Secrétariat Municipal de la Culture, Porto Alegre, 2000

Educação e Patrimônio histórico-cultural, numéro spécial de *Ciências e Letras*, revue de la FAPA, Porto-Alegre, n° 27, 2000

